

Bienvenue à la 90^e édition de la Fête de l'Humanité

90 éditions de lutte, de culture, d'émancipation, d'internationalisme, de fraternité et de solidarité.

Cette Fête est unique, traverse les époques, mais reste jeune, belle et rebelle. Chaque année, un public nombreux, divers, intergénérationnel, mêlant militants de longue date, amoureux de la culture et de rencontres ou citoyens cherchant des réponses aux grands enjeux du monde qui l'entoure.

Cet évènement ne pourrait pas se tenir sans l'exceptionnelle mobilisation des bâtisseuses et des bâtisseurs, au travail pendant des mois pour sa conception, la diffusion du bon de soutien, mais aussi son montage et sa tenue.

Organiser cette Fête chaque année est un défi et un combat, et le coût financier explose, en raison de l'inflation, mais aussi de la concentration du monde de la culture dans les mains de quelques grandes entreprises qui font peser un risque sur un certain nombre de festivals indépendants. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un appel à souscription mi-juin.

Un formidable élan de solidarité et de générosité s'est levé, la preuve de l'attachement au journal *l'Humanité*. Je veux en remercier chaleureusement chacune et chacun.

Cette Fête sera le lieu du rassemblement le plus large de toutes celles et de tous ceux qui refusent la saignée austéritaire promise par le Premier Ministre Bayrou et qui veulent se mobiliser aux côtés du camp social pour faire échec à ce projet ; elle réunira aussi celles et ceux qui veulent construire les rassemblements unitaires pour élaborer un contre-projet budgétaire socialement juste, économiquement et écologiquement efficace...

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2519 – Jeudi 11 septembre 2025

Loin des propos haineux et racistes, nous ferons vivre pendant trois jours la paix et la fraternité humaine, l'exigence de la justice sociale et environnementale. Nous ferons vivre également la solidarité envers toutes celles et tous ceux qui luttent face à l'ultralibéralisme autoritaire qui abîme la santé des travailleurs et leur pouvoir d'achat.

Nous serons la caisse de résonance des voix et contestations que le pouvoir présidentiel libéral-autoritaire veut étouffer.

Nous réaffirmerons notre solidarité avec les peuples du monde qui subissent les guerres, la misère et la répression, et tout particulièrement avec nos sœurs et nos frères palestiniens. *L'Humanité* sera toujours à leurs côtés.

Nous sommes dans un moment de bascule, et la responsabilité de la gauche et des progressistes est immense pour barrer la route à l'extrême-droite et construire ensemble un nouveau chemin d'espoir.

Venez découvrir le programme pour une Fête de l'Humanité vivante, chaleureuse, animée et inclusive !

Vous souhaitant une très belle édition 2025 et au plaisir de vous y retrouver !■

Fabien Gay
Directeur de *l'Humanité*



Face à l'offensive du capital, luttons et rassemblons autour d'un pacte d'avenir pour la France

Réunis en Conseil National ce 6 septembre, les communistes ont adopté une Résolution en lien avec la situation politique nationale et internationale et sociale.

Une vie toujours plus chère, des plans de licenciements en cascade, des services publics affaiblis, une hausse de la pauvreté mais aussi des émissions de gaz à effet de serre et une perte de la biodiversité, une guerre sans fin en Ukraine avec une économie de guerre mortifère et un génocide qui se poursuit à Gaza... oui, les urgences de paix, sociales, écologiques, démocratiques sont là. Et il faut y répondre !

Or, la politique capitaliste du pouvoir et de la Commission européenne refuse d'affronter l'impérialisme états-unien qui veut accroître les profits à son service. A l'opposé, le PCF appelle à prendre le parti du travail, du renouveau industriel et agricole, du développement des services publics, de la transition écologique et de la paix.

En cette rentrée, la France compte 12 millions de pauvres et la précarité ne cesse de progresser. Pourtant, en 2024, les grandes entreprises ont perçu 211 milliards d'euros d'aides publiques sans critère ! Et le capital se porte au plus haut avec près de 100 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires et la ponction de 66 milliards d'euros d'intérêts de la dette par les marchés financiers.

Le problème du pays n'est ni la dette en elle-même, ni le prétendu « coût du travail ». Il est là, dans le coût exorbitant du capital.

L'annonce par le Premier Ministre d'un vote de confiance révèle la profondeur de la crise de régime : les forces au pouvoir sont dans l'incapacité de faire accepter des choix préservant la domination et les privilèges du capital. Emmanuel Macron et la droite n'ont pas la base sociale qui permette de mettre en œuvre leur politique. Ils jouent la carte de la coercition par la répression syndicale et le chantage politique. Quant à l'extrême-droite, elle masque les causes réelles, économiques, et détourne la colère vers une haine identitaire déguisée en priorité nationale car elle ne veut pas s'attaquer aux profits. Le 8 septembre, le Premier Ministre François Bayrou et son gouvernement seront tombés mais leur politique au service du capital ne sera pas encore battue.

L'heure est à changer de gouvernement mais aussi et surtout de politique !

C'est pourquoi le PCF agit pour amplifier la bataille politique et sociale sur le contenu d'une alternative à la hauteur de la crise du système capitaliste et des attentes populaires. Il appelle toutes les forces de gauche et écologistes à travailler avec nous à

l'alternative politique.

Le projet de budget, qui porte un plan d'austérité inédit de 44 milliards d'euros, doit être mis en échec : non au renchérissement du coût de la vie de plusieurs centaines d'euros par an pour les familles ! Non au recul des droits des salariés du public et du privé ! Non à l'accompagnement des gestions d'entreprises qui cassent l'industrie, l'emploi et les salaires par des aides publiques qui n'ont comme seul critère que de gonfler les profits. Non à la poursuite de la casse des services publics de l'État et de nos collectivités locales ! Non à de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale, pilier du modèle social français, dont nous fêtons cette année le 80e anniversaire !

En cette rentrée, le PCF met en débat un pacte d'avenir pour la France avec un plan de dépenses publiques, de formation, d'embauches et d'investissement à 500 milliards d'euros pour les cinq prochaines années grâce à un fonds d'avances alimenté par le pôle public bancaire existant et appelle à renforcer la démocratie parlementaire et la démocratie sociale.

Notre pacte comporte dix grands objectifs de changement : 1. Pour l'emploi, une retraite digne et une vraie Sécurité sociale du XXIe siècle ; 2. Pour une France de bâtisseurs et de bâtisseuses qui développe l'industrie et les services publics ; 3. Pour relever le défi énergétique, climatique et alimentaire ; 4. Pour l'avenir de la jeunesse ; 5. Pour la réappropriation publique et sociale de la production ; 6. Pour prendre le pouvoir sur l'argent ; 7. Pour les droits des femmes et l'émancipation de chacune et chacun ; pour un nouvel âge de la démocratie ; 9. Pour gagner la paix et garantir les droits des peuples ; 10. Pour une autre Europe, de nations et de peuples libres, souverains et associés.

Au cœur de ce pacte, des mesures d'urgences sont indispensables :

- ◆ L'augmentation du smic à 2000 € bruts et la convocation d'une conférence sur les salaires ;
- ◆ L'abrogation de la réforme des retraites ;
- ◆ Un moratoire sur les licenciements ;
- ◆ La remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises avec des critères sociaux et environnementaux et de nouveaux pouvoirs des salariés et de leurs représentants pour décider et exercer un contrôle sur leur utilisation ;
- ◆ Une action résolue en faveur de la paix par l'organisation d'une conférence paneuropéenne de sécurité collective et la reconnaissance de l'Etat de Palestine, un

embargo sur les armes et la suspension de l'accord d'association UE-Israël.

Oui, nous l'affirmons avec ce pacte, d'autres choix sont possibles.

Quel que soit le choix du Président de la République, nomination d'un nouveau Premier Ministre ou dissolution, nous sommes prêts à faire entendre les exigences sociales, écologiques et démocratique. Le changement de politique au profit des travailleurs et travailleuses se gagnera par la mobilisation. C'est au monde du travail, à toute la société française de porter ses exigences pour les imposer par sa mobilisation et gagner de nouvelles avancées.

Le PCF est aux côtés des salariés de la santé, de l'énergie, de tous les secteurs en lutte en ce début septembre.

Nous serons également présents aux côtés des citoyens mobilisés le 10 septembre dans toutes les actions portant le rejet de l'austérité et dont nous partageons les modalités.

Nous saluons l'appel de l'intersyndicale et appelons les travailleuses et les travailleurs à participer massivement à la journée de grève et de manifestations du 18 septembre.

Nous appelons également à la mobilisation dans les actions pour la paix du 20 septembre et la réussite d'une grande marche à Paris le 21 septembre pour la reconnaissance d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël et l'arrêt immédiat du génocide en cours.

Nous appelons toutes les organisations de notre parti à organiser partout, avec nos concitoyens et concitoyennes, les forces syndicales et associatives et les forces politiques de gauche, le débat sur la politique du pouvoir, l'alternative à y opposer et la nécessité des s'organiser dans les associations, syndicats et les partis pour amplifier et construire par la grève un grand mouvement d'appropriation sociale afin de construire avec tous et toutes un socle de propositions partagées.

Débattons, à l'échelle locale et nationale, des objectifs sociaux et écologiques pour la France, des moyens pour les financer, des pouvoirs d'intervention des citoyens et des salariés, de la préservation et du développement des libertés publiques et des droits humains, d'une politique de paix, menée en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, contribuant à la construction d'un nouvel ordre du monde fondé sur la coopération internationale.

Nous invitons également toutes les organisations de notre parti à développer la campagne d'adhésion au PCF et à faire part à la direction nationale des enjeux qu'elles estiment prioritaires pour le 40e Congrès du PCF que nous fixons au 3,4,5 juillet 2026.

Nous donnons rendez-vous aux salariés, à tous nos concitoyennes et concitoyens, à la Fête de l'Humanité du 12 au 14 septembre pour faire ensemble de cette édition 2025 un grand événement populaire, festif et politique, qui contribue au succès des mobilisations en cours et à l'alternative politique.■

Rejet de la confiance à François Bayrou : après cette première victoire, gagnons un changement de politique !

Le rejet de la confiance au Premier Ministre et à son gouvernement est une première victoire contre un projet de budget visant à faire payer encore et toujours le monde du travail pour financer les profits aux actionnaires et nourrir une politique belliciste.

Au-delà de l'échec du gouvernement Bayrou, c'est un nouvel échec de la coalition présidentielle formée par Renaissance, ses alliés et par Les Républicains. Le Président de la République doit en tirer les conséquences et nommer un Premier Ministre de gauche qui remette en cause la politique d'austérité et travaille à dégager à l'Assemblée nationale les majorités nécessaires à l'adoption d'un budget répondant aux attentes populaires.

L'heure est à un changement immédiat de politique, à l'augmentation des salaires, à l'abrogation de la réforme des retraites, à un moratoire sur les licenciements, à la justice fiscale, à la mise en place de critères sociaux et environnementaux pour l'utilisation des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises et à une action résolue en faveur de la paix !

Seule une politique nouvelle de justice sociale et de relance économique créera les richesses nécessaires à la satisfaction des besoins les plus urgents de notre pays.

Dans ce contexte de crise, les Français·es doivent faire entendre leur exigences ! C'est pourquoi les communistes appellent à la mobilisation la plus large des travailleurs et des travailleuses le 18 septembre prochain à l'occasion de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale. D'ici là, nous serons présents le 10 septembre dans toutes les actions qui porteront la justice sociale et dont nous partagerons les modalités.

Pour ouvrir un avenir de paix et de progrès au pays en donnant la parole au peuple, le PCF met en débat avec nos concitoyen·nes et les forces associatives, syndicales et politiques de gauche un pacte d'avenir pour la France avec un plan de dépenses publiques, de formation, d'embauches et d'investissement à 500 milliards d'euros sur les cinq prochaines années. C'est aujourd'hui que cette ambition doit commencer à se déployer.

Nous donnons rendez-vous aux salarié·es, à tous nos concitoyennes et concitoyens, à la Fête de l'Humanité du 12 au 14 septembre pour en débattre ensemble et faire de cette édition 2025 un grand événement populaire, festif et politique, qui contribue au succès des mobilisations en cours et à l'alternative politique.■

Paris, le 8 septembre 2025
Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

Salariés de l'énergie actifs et retraités dans l'action



A l'appel de la CGT des personnels des industries électriques et gazières, un mouvement revendicatif d'ampleur est engagé depuis le 2 septembre sur plus de 200 sites EDF, Engie, ENEDIS, dont ceux de Anglet et Dax pour le secteur Sud Aquitaine (Landes, Pays Basque, Béarn), sous l'impulsion des personnels très remontés et mobilisés. Depuis des années, les attaques répétées contre la grille des salaires, ont entraîné une régression sociale d'ampleur. De plus, les usagers domestiques comme professionnels, sont injustement pénalisés par la TVA passant de 5,5 % à 20 % sur le KWH d'énergie consommée.

Ainsi, outre l'annulation de la hausse de la TVA pour les usagers, les salarié-e-s revendiquent une hausse de 9 % de toute la grille salariale, la création de 2 nouveaux échelons d'ancienneté, l'indexation des salaires sur l'inflation, le rehaussement des indemnités d'astreinte, la revalorisation des seuils de niveau de rémunération et la réactivation de la majoration résidentielle. Pour les retraités, la CGT revendique un niveau minimal de retraite à 2000€.

Solidaires et déterminés, les agents actifs et retraités de l'énergie ont décidé de poursuivre le mouvement afin d'imposer aux employeurs des négociations débouchant sur des résultats significatifs pour les personnels comme pour les usagers. Solidarité et engagement sont les clés des succès à venir. ■

G. Darricau

CONFÉRENCE-DÉBAT

Vendredi 26 septembre à 18 h

Salle Maurice Thorez à TARNOS

« Les riches détruisent la planète »

avec

**Monique
PINÇON-
CHARLOT**



sociologue française et militante politique, elle a été directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), au Centre de sociologie urbaine, jusqu'à son départ à la retraite en 2007.

Durant toute sa carrière, elle a travaillé en collaboration principale avec son mari Michel Pinçon, également sociologue. Ensemble, ils ont écrit la majeure partie de leurs ouvrages qui traitent des classes supérieures de la société (en particulier de la grande bourgeoisie parisienne), à travers des concepts tels que la ségrégation urbaine, l'homogamie ou encore la reproduction sociale. ■

**Cette conférence débat est organisée
par la section PCF du Seignanx**

Gnacs et Chacailles

ORDRE CANNIBALE

Dans «La Résistible Ascension d'Arturo Ui», pièce de théâtre écrite en 1941, Bertolt Brecht (1898-1956) décrit les mécanismes qui font le lit des dictatures, dénonce le réseau des complicités et affirme que la tyrannie n'est pas une fatalité. Il est difficile de s'y retrouver dans les fracas d'un monde en ébullition. L'accumulation capitaliste, de plus en plus concentrée entre quelques mains, veut prospérer sur les nouvelles industries et sur les nouveaux services dans le numérique, la généralisation de l'utilisation des usages électriques, la pharmacie, le transport maritime et la course à l'abîme des armes de plus en plus sophistiquées. Cela génère tensions et guerres, convoitises sur des territoires et les richesses du sol, du sous-sol, des océans ou de l'espace. Nos données personnelles susceptibles d'alimenter cette nouvelle industrie sont accaparées par quelques oligarchies mondiales d'une redoutable puissance. Le président Donald Trump (né le 14/06/1946 à New York) en quête du prix Nobel de la paix ne fait rien gratuitement. Il s'est ainsi vanté d'avoir fait «cesser six ou sept guerres». En fait, ses actions camouflent la contrepartie de ses arbitrages en or comme l'extorsion de matières premières dans chaque cas au profit du grand capital états-unien. Sa médiation dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie conclue par une zone de transit baptisée «Trump Route for International Peace and Prosperity» (TRIPP), va permettre aux compagnies minières et pétrolières des U.S.A de disposer d'un droit préférentiel d'accès aux ressources de cette région d'Asie centrale, jusque-là sous contrôle de la Russie. Le 15 août 2025 en Alaska, la Russie comme les dirigeants européens, ont validé Trump comme maître du monde. A cette occasion Vladimir Poutine (né le 7/10/1952 à Saint-Petersbourg), sous mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, s'est vu restituer une légitimité politique. La rencontre en Alaska n'avait rien d'anodin et les discours prononcés non plus. En détruisant la couverture glacière, le réchauffement climatique ouvre aux prédateurs capitalistes de nouvelles routes maritimes et donne accès à des gisements sous-marins considérables en pétrole et métaux précieux, tandis que la vie recule. Les tentatives de partage du monde en cours, notamment avec la Chine, l'Inde, la Russie, la Corée, le Brésil, l'Afrique du Sud, ouvrent une période nouvelle d'exploitation renforcée des travailleurs et de la nature. L'Arctique est un champ de confrontation et un espace possible de coopération. Des compromis géopolitiques incluant l'Ukraine, sans aucune considération pour les peuples s'élargissent, y compris au continent africain, à la Palestine, au Moyen-Orient, sans parler des projections d'exploitation de la lune ou de Mars. Une Union Européenne non alignée sur les USA, pourrait se tourner vers les pays dits «du Sud global» pour lancer, en lien avec l'ONU, une conférence mondiale pour la paix et pour la coopération entre les peuples. Une grande initiative devrait être prise en associant la Chine, l'Inde, l'Afrique du sud, le Brésil, le Vatican et l'ONU pour faire cesser les combats et ouvrir un processus de sécurité commune européenne. On a besoin d'une sécurité collective mondiale qu'il convient d'inventer, à rebours des orientations actuelles, impliquant l'application du traité international contre les armes nucléaires. Les peuples doivent se réapproprier l'ONU, pour la transformer en lien avec les évolutions du monde et les nécessaires coopération face aux défis communs, en vue d'un pacte mondial de sécurité humaine et environnementale. Une guerre à la Terre s'est engagée. Elle s'est faufilée dans les conciliabules de l'Alaska à la Maison-Blanche, sous le masque de la paix. Barram lo camin a l'ordi sopatard (Barrons la route à l'ordre cannibale). ■

Roger La Mougne